



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 18 novembre 2022
(OR. en)

Dossier interinstitutionnel:
2022/0212(BUD)

14783/22
ADD 4

FIN 1220

NOTE POINT "A"

Origine: Secrétariat général du Conseil

Destinataire: Conseil

Objet: Projet commun relatif au budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2023: Modifications par ligne budgétaire - Document consolidé (intégration des amendements adoptés au projet de budget ou à la position du Conseil): Autres sections
– *Approbation*

PROCÉDURE BUDGÉTAIRE 2023

DOCUMENT DE CONCILIATION – TEXTE COMMUN

Doc. n°:

3.1

14-11-2022

MODIFICATIONS PAR LIGNE BUDGETAIRE

DOCUMENT CONSOLIDE
AUTRES SECTIONS

(INTEGRATION DES AMENDEMENTS ADOPTES AU PROJET DE BUDGET OU A LA
POSITION DU CONSEIL)

SECTION I — PARLEMENT EUROPÉEN

Poste 1 0 0 0 — Indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
85 822 405	85 822 405	85 822 405	84 448 600	84 448 600

Article 1 0 2 — Indemnités transitoires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 284 726	1 284 726	1 284 726	1 264 161	1 264 161

Poste 1 0 3 1 — Pensions d'invalidité (FID)

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
207 233	207 233	207 233	203 916	203 916

Poste 1 0 3 2 — Pensions de survie (FID)

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 904 471	1 904 471	1 904 471	1 873 985	1 873 985

Poste 1 2 0 0 — Rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
773 414 371	773 414 371	773 414 371	761 033 915	761 033 915

Commentaires:

Ce crédit est principalement destiné à couvrir, pour les fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs:

- les traitements, indemnités et allocations liées aux traitements,
- les risques de maladie, d'accident et de maladie professionnelle et autres charges sociales,
- les indemnités forfaitaires pour heures supplémentaires,
- les autres allocations et indemnités diverses,
- le paiement des frais de voyage pour le fonctionnaire ou l'agent temporaire, pour son conjoint et pour les personnes à sa charge, du lieu d'affectation au lieu d'origine,
- l'incidence des coefficients correcteurs applicables à la rémunération et à la partie des émoluments transférés dans un pays autre que celui du lieu d'affectation,
- le risque de chômage des agents temporaires ainsi que les versements à effectuer par l'institution en faveur des agents temporaires afin de constituer ou de maintenir leurs droits à pension dans leur pays d'origine.

Ce crédit est également destiné à couvrir les primes d'assurance "accidents activités sportives" pour les utilisateurs des centres sportifs du Parlement européen à Bruxelles, à Luxembourg et à Strasbourg.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 450 000 EUR.

98 emplois supplémentaires pour le tableau des effectifs de 2023. Ces postes sont prévus pour un seul exercice budgétaire et seront supprimés du tableau des effectifs dans le projet de budget 2024. Ils sont destinés à faciliter la continuité de l'emploi des agents temporaires, au vu de l'application de l'article 29, paragraphe 4, du statut. Aucun crédit supplémentaire n'est nécessaire.

Bases légales:

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Poste 1 2 0 2 — Heures supplémentaires rémunérées

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
82 810	82 810	82 810	81 484	81 484

Poste 1 2 2 0 — Indemnités en cas de retrait d'emploi et congés dans l'intérêt du service

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
3 327 907	3 327 907	3 327 907	3 274 635	3 274 635

Poste 1 4 0 0 — Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
78 765 143	78 765 143	78 765 143	77 515 703	77 515 703

Poste 1 4 0 1 — Autres agents — Sécurité

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
42 679 620	42 679 620	42 679 620	41 996 425	41 996 425

Poste 1 4 0 2 — Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
8 204 351	8 204 351	8 204 351	8 073 020	8 073 020

Poste 1 4 0 4 — Stagiaires, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'études

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
11 705 661	11 705 661	11 705 661	11 522 284	11 522 284

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les rémunérations des stagiaires diplômés (bourses), y inclus les éventuelles allocations de foyer,
- les frais de voyage des stagiaires,
- les frais supplémentaires directement liés à l'incapacité d'un stagiaire,
- les frais d'assurance maladie et de l'assurance accident pour les stagiaires,
- les frais relatifs à l'organisation de séances d'information ou de formation pour les stagiaires,,
- le versement d'une subvention au Comité des stages Schuman,
- les actions de communication et de sensibilisation et le financement du réseau des anciens stagiaires,
- les frais relatifs à la mise à disposition de personnel entre le Parlement et les fonctions publiques des États membres, des pays candidats ou des organisations internationales spécifiés dans la réglementation,
- les frais relatifs au détachement d'experts nationaux auprès du Parlement européen, notamment leurs indemnités et leurs frais de voyage,
- les frais d'assurance accident pour les experts nationaux détachés,
- l'indemnisation des visites d'études et bourses d'étude,
- l'organisation d'actions de formation d'interprètes de conférence et de traducteurs, notamment en collaboration avec les écoles d'interprètes et des universités fournissant une formation en traduction, ainsi que l'octroi de bourses pour la formation et le perfectionnement professionnels d'interprètes et de traducteurs, l'achat de matériel didactique et les frais annexes,

- les frais relatifs à la création de solutions d'apprentissage à distance pour les AIC, comme des cours en ligne sur des thèmes relatifs à des domaines d'activité parlementaire ou des compétences professionnelles ou le recrutement de formateurs pour les cours spécifiquement destinés aux AIC.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 5 000 EUR.

Bases légales:

Décision du Bureau du Parlement européen du 7 mars 2005 concernant la réglementation régissant la mise à disposition de fonctionnaires du Parlement européen et d'agents temporaires des groupes politiques auprès des administrations nationales, des organismes assimilés à ces dernières et des organisations internationales.

Décision du Bureau du Parlement européen du 4 mai 2009 concernant la réglementation régissant le détachement d'experts nationaux auprès du Parlement européen.

Décision du secrétaire général du Parlement européen du 29 avril 2021 concernant les règles internes relatives aux stages au secrétariat général du Parlement européen.

Poste 1 4 0 5 — Dépenses d'interprétation

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
55 404 386	55 404 386	55 404 386	54 591 373	54 591 373

Poste 2 1 0 4 — Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
25 666 000	25 666 000	25 666 000	24 666 000	24 666 000

Article 3 0 2 — Frais de réception et de représentation

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
941 900	941 900	941 900	941 900	941 900

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les dépenses afférentes aux obligations incombant à l'institution en matière de réceptions, y compris pour les réceptions relevant des travaux concernant l'évaluation des choix scientifiques (STOA), et d'autres activités prospectives, ainsi que des dépenses de représentation pour les députés au Parlement européen, et les projets musicaux,
- les frais de représentation du Président lors de ses déplacements en dehors des lieux de travail,
- les frais de représentation et la participation aux frais de secrétariat du cabinet du Président,
- les frais de réception et de représentation du secrétariat général, y compris l'achat d'articles et de médailles pour les fonctionnaires ayant accompli quinze ou vingt-cinq années de service,
- les frais divers du protocole, tels que drapeaux, présentoirs, cartons d'invitation et impression des menus,
- les frais de voyage et de séjour des visiteurs VIP accueillis par l'institution,
- les frais de visa des députés et membres du personnel du Parlement européen à l'occasion de déplacements officiels,
- les frais de réception et de représentation et les autres frais spécifiques pour les députés exerçant une fonction officielle au sein du Parlement européen.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

Article 3 2 0 — Acquisition d'expertise

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
6 701 715	6 701 715	6 701 715	6 701 715	6 701 715

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les coûts des contrats avec des experts qualifiés et des instituts de recherche pour les études et les autres activités de recherche (ateliers, tables rondes, panels ou auditions d'experts, conférences), ou d'assistance technique qui nécessitent des compétences spécifiques et qui sont effectuées pour les organes du Parlement européen, pour les commissions parlementaires, pour les délégations parlementaires et pour l'administration,
- l'acquisition ou la location de sources d'information spécialisées, telles que des bases de données spécialisées, des publications connexes ou un appui technique, afin, si nécessaire, de compléter les contrats d'expertise mentionnés ci-dessus,
- les frais de voyage, de séjour et accessoires des experts et autres personnalités — y compris les personnes qui ont adressé des pétitions au Parlement européen — convoqués pour participer aux commissions, aux délégations et aux groupes d'études et de travail ainsi qu'aux ateliers de travail,
- les frais de participation des pétitionnaires, y compris les frais de voyage et de séjour et les frais accessoires, lors des missions officielles de la commission des pétitions en dehors des locaux du Parlement européen,
- les frais de diffusion des produits de la recherche parlementaire interne ou externe et d'autres produits pertinents, au bénéfice de l'institution et du public (notamment par le biais de publications sur l'internet, de bases de données internes, brochures et publications),
- les dépenses afférentes aux personnes extérieures auxquelles il est fait appel pour participer aux travaux d'instances telles que le conseil de discipline,
- le coût du contrôle de la véracité des documents fournis par les candidats au recrutement par des prestataires externes spécialisés.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 64 000 EUR.

Article 4 0 0 — Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir, pour les groupes politiques et les membres non inscrits:

- les dépenses de secrétariat, administratives et de fonctionnement,
- les dépenses liées à leurs activités politiques et d'information dans le cadre des activités politiques de l'Union.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 1 000 000 EUR.

Bases légales:

Décision du Bureau du Parlement européen du 30 juin 2003 sur la réglementation régissant l'utilisation des crédits de la ligne budgétaire 4 0 0, modifiée en dernier lieu le 4 juillet 2022.

Article 4 2 2 — Dépenses relatives à l'assistance parlementaire

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
232 359 912	232 359 912	232 359 912	228 640 403	228 640 403

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir:

- les frais liés au personnel et aux prestataires de services en charge de l'assistance parlementaire aux députés, ainsi que les frais liés aux tiers payants,
- les frais de missions et de formation (cours externes) des assistants parlementaires accrédités ainsi que les dépenses liées à d'éventuelles compensations de l'émission de carbone pour leurs missions et déplacements,
- les différences de change à la charge du budget du Parlement européen, conformément aux dispositions applicables au remboursement des frais d'assistance parlementaire, ainsi que les frais liés à des prestations de services d'appui à la gestion de l'assistance parlementaire,
- les rémunérations des stagiaires (bourses),
- les indemnités concernant les visites d'études avec des députés,
- les frais de déplacement des stagiaires et des visites d'étude avec des députés,
- l'assurance maladie et accident des stagiaires et les visites d'étude avec des députés,
- les coûts afférents à l'organisation de séances d'information ou de formation pour les stagiaires.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 775 000 EUR.

Bases légales:

Statut des députés au Parlement européen, et notamment son article 21.

Mesures d'application du statut des députés au Parlement européen, et notamment leurs articles 33 à 44.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et notamment son article 5 bis et ses articles 125 à 139.

Décision du Bureau du Parlement européen du 14 avril 2014 fixant les mesures d'application du titre VII du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Décision du Bureau du Parlement européen du 10 décembre 2018 adoptant la réglementation relative aux stagiaires des députés.

Décision du secrétaire général du Parlement européen du 29 avril 2021 concernant les règles internes relatives aux stages au secrétariat général du Parlement européen.

Article 4 4 0 — Frais de réunion et autres activités des anciens députés

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
280 000	280 000	280 000	280 000	280 000

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de réunion de l'Association des anciens députés au Parlement européen ainsi que, le cas échéant, d'autres frais exposés dans le même contexte.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

Bases légales:

Décision du Bureau du Parlement européen du 14 janvier 2008 sur la réglementation régissant les contributions financières aux associations parlementaires (postes budgétaires 4 4 0 et 4 4 2), modifiée en dernier lieu le 18 octobre 2021.

Article 4 4 2 — Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne

Projet de budget 2023		Position du Conseil 2023		Position du Parlement 2023		Projet de budget révisé 2023		Conciliation 2023	
280 000		280 000		280 000		280 000		280 000	

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir les frais de réunion de l'Association parlementaire européenne ainsi que, le cas échéant, d'autres frais exposés dans le même contexte.

Le montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphe 3, du règlement financier est estimé à 100 EUR.

Bases légales:

Décision du Bureau du Parlement européen du 14 janvier 2008 sur la réglementation régissant les contributions financières aux associations parlementaires (postes budgétaires 4 4 0 et 4 4 2), modifiée en dernier lieu le 18 octobre 2021.

Article 5 0 2 — Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes – rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023		Position du Conseil 2023		Position du Parlement 2023		Projet de budget révisé 2023		Conciliation 2023	
Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
				p.m.	p.m.			p.m.	p.m.

Commentaires:

Cette ligne budgétaire englobe les rémunérations et indemnités de l'ensemble du personnel travaillant pour l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

S 1 — Parlement européen

Groupe de fonctions et grade	2023				2022			
	Emplois permanents		Emplois temporaires		Emplois permanents		Emplois temporaires	
			Autres	Groupes politiques			Autres	Groupes politiques
Hors catégorie	1				1			
AD 16	13		1	7	13		1	7
AD 15	64		1	5	59		1	5
AD 14	232	2	7	36	222	2	7	36
AD 13	394	8	2	41	409	8	2	38
AD 12	370	3	15	59	343		15	61
AD 11	326	2	8	29	276		7	29
AD 10	509	5	11	53	509		10	46
AD 9	342	43	10	60	324		12	60
AD 8	246		10	49	235		9	51
AD 7	174		7	67	169		7	69
AD 6	106		5	70	111		4	56
AD 5	147		2	94	153		3	94
<i>AD Sous-total</i>	<i>2 923</i>	<i>63</i>	<i>79</i>	<i>570</i>	<i>2 823</i>	<i>10</i>	<i>78</i>	<i>552</i>
AST 11	124	10		37	114	10		37
AST 10	68		19	36	68		19	35
AST 9	578	2	8	43	598		8	42
AST 8	241	2	8	46	231		8	43
AST 7	291	11	10	57	291		4	59
AST 6	465	30	8	81	430		12	82
AST 5	340		7	76	394		8	87
AST 4	131		12	67	156		4	65
AST 3	66		3	70	72		12	68
AST 2	4			54	4			48
AST 1	21			74	21			93
<i>AST Sous-total</i>	<i>2 329</i>	<i>55</i>	<i>75</i>	<i>641</i>	<i>2 379</i>	<i>10</i>	<i>75</i>	<i>659</i>
AST/SC 6								
AST/SC 5								
AST/SC 4	15				10			
AST/SC 3	72				30			
AST/SC 2	95				125			
AST/SC 1	25				41			
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>207</i>				<i>206</i>			
Total	5 460	118[1]	154[3]	1 211	5 409	20[2]	153[3]	1 211
Total général	6 825[4]				6 773[4]			
dont, pour l'Autorité	10				10			

(1) Postes inclus dans le budget 2023 uniquement pour faciliter l'application de l'article 29, paragraphe 4, du statut non compris dans le total général (3 AD 12, 2 AD 11, 5 AD 10, 43 AD 9 = 53; 2 AST 9, 2 AST 8, 11 AST 7, 30 AST 6 = 45). Réserve virtuelle pour les fonctionnaires détachés dans l'intérêt du service non comprise dans le total.

(2) Réserve virtuelle pour les fonctionnaires détachés dans l'intérêt du service non comprise dans le total.

(3) Dont un poste temporaire AD 12 prêté par le Parlement à l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes pour le poste de directeur de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

(4) Deux postes permanents AD, un poste permanent AST, deux postes permanents AST/SC, deux postes temporaires AD et trois postes temporaires AST pour l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, non considérés comme des postes du Parlement européen.

SECTION II — Conseil européen et Conseil

Poste 1 0 0 0 — Traitement de base

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
403 000	403 000	403 000	400 000	400 000

Chapitre 1 1 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
392 098 348	385 398 348	385 398 348	386 034 757	386 034 757

Commentaires:

Les crédits de ce chapitre sont évalués sur la base du tableau des effectifs du Conseil européen et du Conseil pour l'exercice.

Un abattement forfaitaire de 2,5 % a été appliqué aux traitements, indemnités et allocations pour tenir compte du fait que tous les emplois inscrits dans le tableau des effectifs ne sont pas occupés à un moment donné.

Poste 1 1 0 0 — Traitements de base

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
293 449 348	286 749 348	286 749 348	288 855 757	288 855 757

Poste 1 1 0 1 — Droits statutaires liés à la fonction

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 845 000	1 845 000	1 845 000	1 831 000	1 831 000

Poste 1 1 0 2 — Droits statutaires liés à la situation personnelle de l'agent

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
73 968 000	73 968 000	73 968 000	72 824 000	72 824 000

Poste 1 1 0 3 — Couverture sociale

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
12 130 000	12 130 000	12 130 000	11 934 000	11 934 000

Poste 1 1 0 4 — Coefficients correcteurs

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
154 000	154 000	154 000	153 000	153 000

Poste 1 1 0 5 — Heures supplémentaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 310 000	1 310 000	1 310 000	1 290 000	1 290 000

Poste 1 1 0 7 — Adaptation annuelle des rémunérations

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
4 977 000	4 977 000	4 977 000	4 899 000	4 899 000

Poste 1 1 1 0 — Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service (conformément aux articles 41, 42 et 50 du statut)

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 280 000	2 280 000	2 280 000	2 263 000	2 263 000

Poste 1 2 0 0 — Autres agents

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
12 658 000	12 658 000	12 658 000	12 554 000	12 554 000

Poste 1 2 0 1 — Experts nationaux détachés

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 344 000	1 344 000	1 344 000	1 334 000	1 334 000

Poste 1 2 0 7 — Adaptation annuelle des rémunérations

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
161 000	161 000	161 000	160 000	160 000

Poste 2 1 0 2 — Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
8 117 000	8 117 000	8 117 000	7 867 000	7 867 000

Section IV — Cour de justice de l'Union européenne

Poste 1 0 0 0 — Rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
36 282 000	36 282 000	36 282 000	35 714 000	35 714 000

Poste 1 0 0 2 — Droits liés à la prise de fonctions, à la mutation et à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
661 000	661 000	661 000	653 000	653 000

Article 1 0 2 — Indemnités transitoires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
3 192 000	3 192 000	3 192 000	3 142 000	3 142 000

Chapitre 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
313 375 000	308 515 000	314 020 000	308 477 000	309 111 903

Commentaires:

Un abattement forfaitaire de 2,5 % a été appliqué aux crédits inscrits au présent chapitre.

Poste 1 2 0 0 — Rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
309 720 000	304 860 000	310 365 000	304 868 000	305 502 903

Poste 1 2 0 2 — Heures supplémentaires rémunérées

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
720 000	720 000	720 000	709 000	709 000

Poste 1 2 0 4 — Droits liés à la prise de fonctions, à la mutation et à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 455 000	2 455 000	2 455 000	2 420 000	2 420 000

Poste 1 4 0 0 — Autres agents

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
10 839 000	10 839 000	10 839 000	10 674 000	10 674 000

Poste 1 4 0 4 — Stages et échanges de personnel

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 960 000	2 960 000	2 960 000	2 943 000	2 943 000

Poste 2 1 0 0 — Achat, travaux, entretien et maintenance des équipements et des logiciels

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
12 748 000	12 748 000	12 748 000	12 556 893	12 556 893

S 1 — Cour de justice de l'Union européenne

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16	5		5
AD 15	14	3	14	3
AD 14	78[1]	57[1]	78[1]	57[1]
AD 13	96	10	96	
AD 12	124[2]	82	120[2]	92
AD 11	166	110	163	110
AD 10	137	52	124	52
AD 9	121	15	141	15
AD 8	88	2	84	2
AD 7	140	2	131	2
AD 6	11		11	
AD 5	10		17	
<i>AD Sous-total</i>	<i>990</i>	<i>333</i>	<i>984</i>	<i>333</i>
AST 11	12		12	
AST 10	19	1	15	1
AST 9	42		46	
AST 8	39	19	39	15
AST 7	80	36	80	40
AST 6	105	36	105	36
AST 5	95	27	95	27
AST 4	65	64	65	64
AST 3	53	41	56	40
AST 2	13	5	13	5
AST 1	2		2	
<i>AST Sous-total</i>	<i>525</i>	<i>229</i>	<i>528</i>	<i>228</i>
AST/SC 6				
AST/SC 5		3		3
AST/SC 4				
AST/SC 3	8		8	
AST/SC 2	26		26	
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>34</i>	<i>3</i>	<i>34</i>	<i>3</i>
Total	1 549[3]	565	1 546[3]	564
Total général	2 114[4]		2 110[4]	
(1)dont 1 AD 15 à titre personnel.				
(2)dont 1 AD 14 à titre personnel.				
(3)non compris la réserve virtuelle, sans dotation de crédits, pour les fonctionnaires détachés auprès des Membres de la Cour de justice ou du Tribunal [6 AD 12, 12 AD 11, 20 AD 10, 15 AD 7, 11 AST 6, 17 AST 5, 21 AST 4, 8 AST 3].				
(4)l'occupation à mi-temps de certains emplois peut être compensée par l'engagement d'autres agents dans la limite du solde d'emplois ainsi libérés par groupe de fonctions.				

SECTION V — COUR DES COMPTES

Poste 1 0 0 0 — Rémunération, indemnités et pensions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
10 175 000	10 175 000	10 175 000	10 017 000	10 017 000

Poste 1 0 0 2 — Droits liés à la prise de fonctions et à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
236 000	236 000	236 000	233 000	233 000

Article 1 0 2 — Indemnités transitoires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 195 000	1 195 000	1 195 000	1 177 000	1 177 000

Chapitre 1 2 — FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
132 995 000	131 295 000	134 891 300	130 871 000	131 876 422

Commentaires:

Un abattement forfaitaire de 3,1 % a été appliqué aux crédits inscrits au présent chapitre.

Poste 1 2 0 0 — Rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
131 705 000	130 005 000	133 468 100	129 600 000	130 605 422

Poste 1 2 0 2 — Heures supplémentaires rémunérées

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
217 000	217 000	217 000	214 000	214 000

Poste 1 2 0 4 — Droits liés à la prise de fonctions, aux mutations, à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
919 000	919 000	1 052 200	905 000	905 000

Poste 1 2 2 0 — Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
154 000	154 000	154 000	152 000	152 000

Poste 1 4 0 0 — Autres agents

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
6 108 000	6 108 000	6 108 000	6 015 000	6 015 000

Poste 1 4 0 4 — Stages et échanges de personnel

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 886 000	2 886 000	2 886 000	2 850 000	2 850 000

Poste 1 4 0 5 — Autres prestations externes

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
200 000	200 000	200 000	197 000	197 000

Poste 2 1 0 0 — Achat, entretien et maintenance des équipements et des logiciels

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 601 325	2 601 325	2 956 533	2 601 325	2 601 325

Poste 2 1 0 2 — Prestations externes pour l'exploitation, la réalisation et la maintenance des logiciels et des systèmes

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
5 619 000	5 619 000	5 619 000	5 499 000	5 499 000

Article 2 1 2 — Mobilier

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
119 675	119 675	137 968	119 675	119 675

S 1 — Cour des comptes

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	Hors catégorie		1	
AD 16				
AD 15	11		11	
AD 14	40[1]	31	40[1]	31
AD 13	37	2	37	2
AD 12	76[2][3]	6	66[2]	6
AD 11	38[3]	33	48	33
AD 10	95[3]	2	55	2
AD 9	90[3]	3	110	3
AD 8	50[3]	2	65	2
AD 7	50[3]	25	54	16
AD 6	42[3]	1	40	1
AD 5	23	11	23	11
<i>AD Sous-total</i>	<i>552</i>	<i>116</i>	<i>549</i>	<i>107</i>
AST 11	4	1	4	1
AST 10	6		6	
AST 9	24[3]	1	19	1
AST 8	14[3]	1	14	1
AST 7	22[3]	26	18	26
AST 6	33[3]		35	
AST 5	19[3]	5	29	5
AST 4	7	16	7	16
AST 3	4		4	
AST 2				
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	<i>133</i>	<i>50</i>	<i>136</i>	<i>50</i>
AST/SC 6		9		9
AST/SC 5		2		2
AST/SC 4		12		12
AST/SC 3		4		4
AST/SC 2	2	1	2	1
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>2</i>	<i>28</i>	<i>2</i>	<i>28</i>
Total	687[4]	195[4]	687[5]	186[4]
Total général	882[6]		873	

(1) Dont 1 AD 15 à titre personnel.

(2) Dont 2 AD 13 à titre personnel.

(3) Revalorisations et transformation d'emplois (2023).

(4) Le grade auquel les emplois affectés aux cabinets seront effectivement occupés sera déterminé suivant les critères de classement énoncés dans la décision n° 56-2019 de la Cour des comptes européenne.

(5) Compte non tenu de la réserve virtuelle, sans dotation de crédits, pour les fonctionnaires détachés au sein des cabinets.

(6) Postes supplémentaires (2022-2023) (29 auditeurs dans le cadre de NextGenerationEU, accordés jusque 2027).

Section VI – Comité économique et social européen

Chapitre 1 2 — Fonctionnaires et agents temporaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
84 836 336	83 296 336	85 071 003	83 510 216	83 625 712

Commentaires:

Un abattement forfaitaire de 4,5 % a été appliqué aux crédits inscrits au présent chapitre.

Poste 1 2 0 0 — Rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
84 164 930	82 624 930	84 364 930	82 849 505	82 965 001

Poste 1 2 0 2 — Heures supplémentaires rémunérées

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
23 818	23 818	23 818	23 446	23 446

Poste 1 2 0 4 — Droits liés à la prise de fonctions, à la mutation et à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
404 588	404 588	439 255	398 265	398 265

Poste 1 2 2 0 — Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
243 000	243 000	243 000	239 000	239 000

Poste 1 4 0 0 — Autres agents

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 895 349	2 895 349	2 895 349	2 856 267	2 856 267

Poste 1 4 0 4 — Stages, subventions et échanges de fonctionnaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
874 309	874 309	874 309	860 964	860 964

Poste 1 4 0 8 — Droits liés à la prise de fonctions, à la mutation et à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
66 072	66 072	66 072	65 039	65 039

Poste 2 1 0 2 — Prestations externes pour l'exploitation, la réalisation et la maintenance des logiciels et des systèmes

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
4 286 472	4 286 472	4 286 472	4 216 305	4 216 305

S 1 — Comité économique et social européen

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	Hors catégorie		1	
AD 16	1		1	
AD 15	6		5	
AD 14	22	1	19	1
AD 13	17	3	17	3
AD 12	56	2	53	1
AD 11	35	3	29	2
AD 10	50	4	50	3
AD 9	47	2	53	4
AD 8	23	2	24	
AD 7	20	3	22	4
AD 6	14	1	17	2
AD 5	27	1	25	1
<i>AD Sous-total</i>	<i>318</i>	<i>22</i>	<i>315</i>	<i>21</i>
AST 11	4		4	
AST 10	6		4	
AST 9	36	1	32	
AST 8	31	4	30	3
AST 7	39	3	39	3
AST 6	50	3	50	2
AST 5	50	1	55	2
AST 4	25	2	26	2
AST 3	26	1	26	3
AST 2	3		4	
AST 1	3		5	
<i>AST Sous-total</i>	<i>273</i>	<i>15</i>	<i>275</i>	<i>15</i>
AST/SC 6				
AST/SC 5				
AST/SC 4	2			
AST/SC 3	13		13	
AST/SC 2	13	3	14	3
AST/SC 1	11		12	
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>39</i>	<i>3</i>	<i>39</i>	<i>3</i>
Total	630	41	629	40
Total général	671		669	

Section VII — Comité européen des régions

Chapitre 1 2 — Fonctionnaires et agents temporaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
65 576 198	64 376 198	65 576 198	64 549 684	64 549 684

Commentaires:

Un abattement forfaitaire de 6,0 % a été appliqué aux crédits inscrits au présent chapitre.

Poste 1 2 0 0 — Rémunérations et allocations

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
64 977 949	63 777 949	64 977 949	63 960 799	63 960 799

Poste 1 2 0 2 — Heures supplémentaires rémunérées

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
30 260	30 260	30 260	29 787	29 787

Poste 1 2 0 4 — Droits liés à la prise de fonctions, à la mutation, à la cessation de fonctions

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
206 541	206 541	206 541	203 308	203 308

Poste 1 2 2 0 — Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
361 448	361 448	361 448	355 790	355 790

Poste 1 4 0 0 — Autres agents

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
5 125 026	5 125 026	5 125 026	5 044 800	5 044 800

Poste 1 4 0 4 — Stages, subventions et échanges de fonctionnaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 012 085	1 012 085	1 012 085	996 242	996 242

Poste 2 1 0 2 — Prestations externes pour l'exploitation, la réalisation et la maintenance des logiciels et des systèmes

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
3 613 520	3 613 520	3 613 520	3 561 487	3 561 487

S 1 — Comité européen des régions

Groupe de fonctions et grade				
	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
Hors catégorie		1		1
AD 16				
AD 15	7		7	
AD 14	26	5	26	5
AD 13	24		24	
AD 12	30	5	30	4
AD 11	29	3	29	4
AD 10	30	1	29	1
AD 9	35	7	31	7
AD 8	39	10	42	7
AD 7	31	6	32	8
AD 6	12	4	12	5
AD 5	1		2	
<i>AD Sous-total</i>	<i>264</i>	<i>41</i>	<i>264</i>	<i>41</i>
AST 11	5		5	
AST 10	5		5	
AST 9	17	1	17	1
AST 8	19		17	
AST 7	28	3	28	3
AST 6	30	2	23	1
AST 5	37	6	45	7
AST 4	19	3	20	3
AST 3	1	1	1	1
AST 2		1		1
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	<i>161</i>	<i>17</i>	<i>161</i>	<i>17</i>
AST/SC 6	1		1	
AST/SC 5	3		3	
AST/SC 4	2		2	
AST/SC 3	1		1	
AST/SC 2	5		5	
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>12</i>		<i>12</i>	
Total	437	59	437	59
Total général	496		496	

SECTION VIII — MÉDIATEUR EUROPÉEN

Article 1 0 0 — Traitements, indemnités et allocations liées aux traitements

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
481 605	481 605	481 605	474 605	474 605

Chapitre 1 2 — Fonctionnaires et agents temporaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
9 177 178	9 007 178	9 383 178	9 035 978	9 137 366

Poste 1 2 0 0 — Rémunérations et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
9 144 178	8 974 178	9 350 178	9 002 978	9 104 366

Poste 1 4 0 0 — Autres agents

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
458 500	458 500	458 500	450 500	450 500

Poste 1 4 0 4 — Stages, subventions et échanges de fonctionnaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
214 200	214 200	214 200	209 200	209 200

S 1 — Médiateur européen

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16		1	
AD 15	1		1	
AD 14	3	1	3	1
AD 13	1	1	2	1
AD 12	4	1	2	1
AD 11	3	1	4	1
AD 10		1	3	1
AD 9	4	1	1	1
AD 8	7	1	4	1
AD 7	4	4	5	4
AD 6	1	4	2	4
AD 5		1		
<i>AD Sous-total</i>	<i>28</i>	<i>17</i>	<i>27</i>	<i>16</i>
AST 11				
AST 10		1		1
AST 9	1	1		1
AST 8	3	1	2	1
AST 7	2	1	4	1
AST 6	2	3	2	2
AST 5	2	3	2	3
AST 4	3	1	2	2
AST 3			1	
AST 2				
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	<i>13</i>	<i>11</i>	<i>13</i>	<i>11</i>
AST/SC 6				
AST/SC 5				
AST/SC 4	1		1	1
AST/SC 3		2		1
AST/SC 2		3		3
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>5</i>
Total	42	33	41	32
Total général	75	73	73	73

SECTION IX — CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES

Poste 1 0 0 0 — Rémunération et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
405 000	405 000	405 000	400 000	400 000

Article 1 1 0 — Rémunération, indemnités et autres droits des fonctionnaires et agents temporaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
7 682 500	7 532 500	7 990 500	7 571 500	7 804 420

Poste 1 1 0 0 — Rémunération et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
7 602 500	7 452 500	7 910 500	7 491 500	7 724 420

Poste 1 1 1 0 — Agents contractuels

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 052 500	2 052 500	2 052 500	2 020 500	2 020 500

Article 2 0 0 — Loyers, charges et dépenses immobilières

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 650 000	1 650 000	1 716 000	1 650 000	1 650 000

Poste 2 0 1 0 — Équipements et services des technologies de l'information

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
800 000	800 000	832 000	800 000	800 000

Poste 2 0 1 1 — Mobilier, fournitures de bureau et frais de télécommunications

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
35 000	35 000	36 400	35 000	35 000

Poste 2 0 1 2 — Autres dépenses liées au fonctionnement

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
260 000	260 000	270 400	235 000	235 000

Poste 2 0 1 3 — Frais de traduction et d'interprétation

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
510 000	510 000	530 400	510 000	510 000

Poste 2 0 1 4 — Dépenses de publication et d'information

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
160 000	160 000	166 400	160 000	160 000

Poste 2 0 1 5 — Dépenses liées aux activités de l'institution

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
200 000	200 000	208 000	200 000	200 000

Poste 3 0 0 0 — Loyers, charges et dépenses immobilières

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
650 000	650 000	676 000	650 000	650 000

Article 3 0 1 — Rémunération, indemnités et autres droits des fonctionnaires et agents temporaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 188 500	2 158 500	2 511 500	2 149 500	2 304 782

Poste 3 0 1 0 — Rémunération et indemnités

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
2 162 500	2 132 500	2 485 500	2 123 500	2 278 782

Poste 3 0 2 0 — Agents contractuels

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
1 220 000	1 220 000	1 220 000	1 201 000	1 201 000

Poste 3 0 4 1 — Frais de traduction et d'interprétation

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
948 000	948 000	986 000	948 000	948 000

Poste 3 0 4 2 — Dépenses de publication et d'information

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
120 000	120 000	124 800	120 000	120 000

Poste 3 0 4 3 — Équipements et services des technologies de l'information

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
880 000	880 000	915 200	880 000	880 000

Poste 3 0 4 4 — Mobilier, fournitures de bureau et frais de télécommunications

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
15 000	15 000	15 600	15 000	15 000

Poste 3 0 4 5 — Consultance et études externes

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
150 000	150 000	156 000	150 000	150 000

Poste 3 0 4 6 — Dépenses relatives aux activités du Comité européen de la protection des données

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
180 000	180 000	187 200	180 000	180 000

Poste 3 0 4 7 — Autres dépenses liées au fonctionnement

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
110 000	110 000	114 400	110 000	110 000

S 1 — Contrôleur européen de la protection des données

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16	1		1
AD 15	1		1	
AD 14	2		2	
AD 13	1		1	
AD 12	3		3	
AD 11	5		5	
AD 10	8		8	
AD 9	5		5	
AD 8	7		7	
AD 7	17		10	
AD 6	5		9	
AD 5				
<i>AD Sous-total</i>	55		52	
AST 11	1		1	
AST 10				
AST 9	1		1	
AST 8				
AST 7	2		2	
AST 6	3		3	
AST 5	4		4	
AST 4				
AST 3				
AST 2				
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	11		11	
AST/SC 6				
AST/SC 5				
AST/SC 4	1		1	
AST/SC 3	1		1	
AST/SC 2				
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	2		2	
Total	68		65	
Total général	68		65	

S 2 — Comité européen de la protection des données

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16			
AD 15				
AD 14				
AD 13				
AD 12				
AD 11	1		1	
AD 10	1		1	
AD 9	2		2	
AD 8	5		5	
AD 7	10		5	
AD 6			3	
AD 5				
<i>AD Sous-total</i>	<i>19</i>		<i>17</i>	
AST 11				
AST 10				
AST 9				
AST 8	1		1	
AST 7				
AST 6				
AST 5				
AST 4				
AST 3				
AST 2				
AST 1				
<i>AST Sous-total</i>	<i>1</i>		<i>1</i>	
AST/SC 6	1		1	
AST/SC 5				
AST/SC 4				
AST/SC 3				
AST/SC 2				
AST/SC 1				
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>1</i>		<i>1</i>	
Total	21		19	
Total général	21		19	

SECTION X — Service européen pour l'action extérieure

Article 1 1 0 — Rémunération et autres droits relatifs au personnel statutaire

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
161 630 999	158 530 999	162 673 438	159 134 399	159 134 399

Poste 1 1 0 0 — Traitements de base

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
123 834 000	120 734 000	124 640 000	121 914 000	121 914 000

Poste 1 1 0 1 — Droits statutaires liés à la fonction

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
479 000	479 000	479 000	471 000	471 000

Poste 1 1 0 2 — Droits statutaires liés à la situation personnelle du membre du personnel

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
31 900 862	31 900 862	32 106 537	31 405 862	31 405 862

Poste 1 1 0 3 — Couverture sociale

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
4 707 137	4 707 137	4 737 901	4 633 537	4 633 537

Poste 1 2 0 0 — Agents contractuels

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
21 289 200	21 289 200	21 289 200	20 967 900	21 388 139

Poste 1 2 0 1 — Experts nationaux détachés non militaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
4 315 000	4 315 000	4 315 000	4 248 000	4 248 000

Poste 1 2 0 5 — Experts nationaux détachés militaires

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
13 267 000	13 267 000	13 267 000	13 059 000	13 059 000

Poste 2 1 0 0 — Technologies de l'information et de la communication

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
19 758 100	19 758 100	19 758 100	19 508 100	19 508 100

Poste 2 2 5 0 — Projet pilote — Vers la création d'une École européenne de diplomatie

Projet de budget 2023		Position du Conseil 2023		Position du Parlement 2023		Projet de budget révisé 2023		Conciliation 2023	
Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
990 500	990 500	990 500	990 500	1 000 000	1 000 000	990 500	990 500	990 500	990 500

Commentaires:

L'objectif premier du projet pilote sera d'étudier et d'analyser les possibilités de créer, dans le cadre actuel, une École européenne de diplomatie. Ce projet pilote réunira des éléments probants solides permettant de déterminer les diverses possibilités de création, dans le cadre actuel, d'une École européenne de diplomatie proposant des formations, notamment en vue de la préparation à l'intégration éventuelle dans le SEAE et les délégations de l'Union, grâce au développement de cours et de l'enseignement de matières:

- Une étude des écoles nationales et, le cas échéant, internationales existantes et de leurs programmes afin d'examiner ce qu'une École européenne de diplomatie pourrait y apporter de plus. Elle peut également comporter une analyse des établissements universitaires existants tels que l'Institut universitaire européen (IUE), le Collège d'Europe et d'autres structures telles que le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) ou l'École européenne d'administration

(EUSA). Cette étude analysera également la structure potentielle et le modèle de mise en œuvre d'une telle école ainsi que son coût.

- Plusieurs projets peuvent se dérouler parallèlement à l'étude afin de tester les caractéristiques possibles de l'École européenne de diplomatie dans la pratique et évaluer leur incidence en vue d'alimenter l'étude, comme un cours pilote de l'École européenne de diplomatie de l'Union européenne / essai préliminaire de programme pilote résidentiel de deux mois destiné à un groupe sélectionné de 60 recrues et diplomates stagiaires des États membres et des institutions de l'Union; et un "Erasmus pour les diplomates" permettant à quelque 60 jeunes diplomates se trouvant dans les premières années de service de passer jusqu'à deux mois dans le service extérieur d'un autre État membre ou au SEAE, y compris une délégation de l'Union sélectionnée au hasard. Ce cours pilote "Erasmus pour les diplomates" peut également envisager de permettre au personnel du SEAE de passer jusqu'à deux mois au siège d'un État membre autre que le leur. Si ces cours pilotes sont concluants, ils peuvent déboucher sur un programme universitaire d'un an.

Le projet pilote sera en mesure de financer l'étude, dans le cadre des conditions actuelles, de la création d'une telle École européenne de diplomatie ainsi que l'organisation des deux cours pilotes décrits plus haut.

La prolongation d'un an du projet pilote fournira une base plus solide, garantissant ainsi la durabilité du projet. L'objectif de la deuxième phase du projet pilote sera double:

— En élargissant l'étude, fournir davantage d'analyses et d'options pour la création d'une Académie diplomatique européenne en fournissant une analyse des besoins de formation et en examinant en particulier les groupes cibles d'une future académie, y compris la possibilité pour ceux qui souhaitent devenir à l'avenir des diplomates de l'UE et qui ne sont pas des diplomates des États membres. L'étude devrait également analyser les préparatifs en vue d'une éventuelle entrée dans les délégations du SEAE et de l'UE.

— Organiser une deuxième année universitaire pilote (dans le prolongement de celle prévue lors de la première phase du projet pilote), afin d'en intégrer les résultats, en ce qui concerne la dimension de la participation des diplomates des États membres à la future académie diplomatique européenne. Comme lors de la première phase, les participants devraient, en principe, être d'environ 60 diplomates recrutés et stagiaires des États membres de l'UE et des institutions de l'UE.

Avec cette deuxième année, les deux éléments du projet pilote, à savoir l'étude et le programme universitaire pilote susmentionnés, devraient fournir la base et l'analyse solides nécessaires en ce qui concerne la structure juridique et administrative, le modèle de mise en œuvre, les organes directeurs et les exigences budgétaires d'une future Académie diplomatique européenne. Les résultats de l'analyse devraient également se référer aux sites possibles de l'Académie diplomatique européenne, qui pourrait être située dans différents établissements de formation universitaire et diplomatique de l'UE hautement spécialisés dans l'action extérieure de l'UE afin de tirer parti de leur expérience universitaire et pratique dans ce domaine.

Bases légales:

Projet pilote au sens de l'article 58, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

Poste 3 0 0 0 — Rémunération et droits du personnel statutaire

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
139 223 000	137 723 000	139 223 000	137 144 000	137 144 000

Commentaires:

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses suivantes, exposées dans les délégations de l'Union européenne hors Union et dans les délégations auprès d'organisations internationales sises à l'intérieur de l'Union, pour les fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs:

- les traitements de base, indemnités et allocations liées aux traitements,
- la couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales,
- la couverture du risque de chômage des agents temporaires ainsi que les versements effectués en leur faveur afin de constituer ou de maintenir leurs droits à pension dans leur pays d'origine,
- les allocations et indemnités diverses,
- les heures supplémentaires,
- les incidences des coefficients correcteurs applicables aux rémunérations,
- les incidences des actualisations éventuelles des rémunérations au cours de l'exercice.

Montant des recettes affectées conformément à l'article 21, paragraphes 2 et 3, du règlement financier: p.m.

Bases légales:

Statut des fonctionnaires de l'Union européenne.

Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Modalités de désignation, de rétribution et autres conditions financières arrêtées par le SEAE.

Poste 3 0 0 1 — Personnel externe et prestations externes

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
99 191 000	99 191 000	99 191 000	98 763 000	98 763 000

Poste 3 0 0 2 — Autres dépenses relatives au personnel

Projet de budget 2023	Position du Conseil 2023	Position du Parlement 2023	Projet de budget révisé 2023	Conciliation 2023
35 963 000	35 963 000	35 963 000	35 885 000	35 885 000

S 1 — Service européen pour l'action extérieure

Groupe de fonctions et grade	2023		2022	
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Emplois permanents	Emplois temporaires
	AD 16	16		16
AD 15	36		36	
AD 14	123		127	
AD 13	141		143	
AD 12	196		199	
AD 11	97		107	
AD 10	114		109	
AD 9	135		147	
AD 8	183		145	
AD 7	5		28	
AD 6	27		25	
AD 5	13		2	
<i>AD Sous-total</i>	<i>1 086</i>		<i>1 084</i>	
AST 11	33		34	
AST 10	24		29	
AST 9	82	1	71	1
AST 8	74		71	
AST 7	82		80	
AST 6	115		107	
AST 5	151		160	
AST 4	40		50	
AST 3	4		4	
AST 2	10		11	
AST 1	4		4	
<i>AST Sous-total</i>	<i>619</i>	<i>1</i>	<i>621</i>	<i>1</i>
AST/SC 6				
AST/SC 5				
AST/SC 4	6		4	
AST/SC 3	23		17	
AST/SC 2	14		20	
AST/SC 1	4		6	
<i>AST/SC Sous-total</i>	<i>47</i>		<i>47</i>	
Total	1 752	1	1 752	1
Total général	1 753		1 753	